

Les élections au Guatemala

« No hay que perder la fe »
Garder confiance ?!



Carmelina Carracillo
Avec la collaboration de Valentina Camponovo

Janvier 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Septembre et novembre 2011, les résultats des élections au Guatemala ne présentent ni une grande amélioration des conditions de vie pour les paysans et les paysannes ni le développement de stratégies de souveraineté alimentaire par l'Etat. Nos partenaires ne se découragent pourtant pas.

« No hay que perder la fe »! C'est bien ce que nos partenaires guatémaltèques continuent à se dire et ce que nous, membres d'Entraide & Fraternité, qui les soutenons, continuons à leur dire.

Nous savions déjà que le premier tour des élections du 11 septembre 2011 avait été fatidique pour la gauche : les résultats du vote de 7,3 millions d'électeurs/trices guatémaltèques portaient le général Otto Perez Molina du parti PATRIOTA en tête (31,8%) suivi par M. Manuel Baldizon¹ du parti LIDER – Libertad Democratica Renovada – (20%).

Quant au FRENTE AMPLA (Front Large), seul front réunissant les forces de gauche (représenté par Rigoberta Menchu – prix Nobel en 1992 –, il ne dépassait pas les 2,8% des voix (deux députés au Congrès sur 158 et 5 maires sur 333).

Les deux vainqueurs du premier tour sont bien connus de la société civile guatémaltèque pour leur appui aux grandes entreprises privées et leurs liens probables avec le crime organisé.

Ce duo de choc avait en commun de proposer le rétablissement de la peine de mort, une plus grande militarisation du pays et une intervention des entreprises privées plus

¹ Avocat, chef d'entreprise, M. Baldizon dirige le groupe Balvar impliqué dans de nombreux secteurs économiques (transport, commerce, énergie, construction, hôtellerie, télécommunications)

sévère comme solution radicale à la violence et l'insécurité.

Le 6 novembre 2011, à l'issue du deuxième tour, O. Perez Molina est désigné comme futur président (55,2% des voix contre 44,8% pour M. Baldizon selon des résultats portant sur 90% des voix). Cela n'augure rien de bon pour les populations démunies paysannes, indigènes, rurales et urbaines du pays.

Les femmes et les élections

Pour la première fois, en 2001, les électeurs ont été principalement des femmes : 51% de femmes contre 49% d'hommes². Malheureusement, ceci ne suffit pas garantir une vraie démocratie participative. Un travail de sensibilisation qui tienne compte du contexte des paysannes est nécessaire afin d'atteindre un état de droit égalitaire pour les femmes et les hommes mais également pour les populations indigènes et paysannes³.

² Extrait de l'article « *Le moment est venu pour les femmes du Guatemala de prendre une part active à la politique* », 9 septembre 2011. www.unwomen.org

Dans le cadre des élections de septembre et de novembre 2011, on observe le plus grand nombre de femmes candidates jamais atteint. Pour rappel, malgré le droit de vote des femmes (1946), huit femmes seulement étaient élues à la tête des 332 municipalités du pays en 2008 et en 2010, la participation des femmes dans les cabinets ministériels ne s'élevait qu'à 19% (Source CEPAL -Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes-, Santiago Chile, 2010) Le problème majeur est lié au fait que l'activité politique est conçue de telle manière qu'elle entrave et limite la participation des femmes (horaires non compatibles avec les activités éducatives et de foyer, problèmes de déplacement : risques et manque de moyens). Voir à ce sujet : Montenegro Nineth, « *El desafío de la participación política de la mujer en Guatemala* », Institute for Democracy and Electoral Assistance, Stockholm, 2003.

³ Certains partis n'ont pas hésité à user de la menace de la disparition de la « bourse solidaire » (petite somme attribuée aux mères de famille marginalisées). Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer les stratégies des femmes qui, pour pouvoir nourrir leur famille, tâchent de concilier divers moyens de façon simultanée.

Chef de l'état-major de l'armée en 1994, O. Pérez Molina est le candidat préféré de l'oligarchie dont il défendra les intérêts.

Par ailleurs, comment croire qu'O. Pérez Molina veuille en finir avec la violence alors qu'au sein de son parti, plusieurs personnalités sont accusées de participer à des structures criminelles ? Que lui-même reconnaît être en contact avec l'une des plus importantes familles du narcotrafic (la famille Mendoza) ? Qu'il est de notoriété publique qu'il a été à l'origine de violations des droits de l'Homme durant la période de la guerre civile (1960-1996) qui a compté plus de 200 000 morts et disparus ? Rappelons qu'il a participé aux campagnes militaires menées, en 1982 dans une des zones les plus touchées par la répression. On dit que, comme responsable d'unités militaires d'interventions, il était connu sous le nom de « commandant Tito » et de « Capitán Fosforito » (Capitaine Allumette) pour sa disposition à brûler les maisons dans les villages qu'il rasait, ce qu'il nie bien sûr⁴.

Bref, de quelle violence s'agit-il quant il est question d'en finir avec celle-ci ? De celle tolérée par le pouvoir politique parce qu'elle menace directement les intérêts de l'oligarchie ? De cette violence générée par les narcotrafiquants qui, semble-t-il, partagent leurs bénéfices avec certains partis politiques dont ils financent les campagnes électorales ? Ou encore de celle provoquée par les méga projets envers les populations qui défendent leurs terres (monocultures de palmiers africains destinés à la production d'agro-carburants, mines extractives de métaux précieux, implantations hydrauliques de grande envergure, etc.) ?

⁴ Voir article de Gregory LASSALLE, « *Le pays où la droite est reine* », Site du CETRI (Centre Tricontinental), le 31 octobre 2011.

La campagne électorale d'O. Pérez semble avoir coûté plus de 22 millions de dollars pour défendre les valeurs « changement /sécurité/justice et travail ». Pourtant, les populations guatémaltèques continueront de vivre dans un contexte néolibéral appuyé par l'oligarchie, contexte dont les impacts négatifs sur la population indigène et paysanne ont été démontrés par des études menées par des centres nationaux de recherche en économie et en écologie.

Comment tout ceci est-il possible ?

Une chose est sûre, c'est que, sur le plan des moyens de diffusion de sa campagne électorale, le FRENTE AMPLA n'a pas pu entrer en concurrence avec les autres partis dont la plupart des candidats sont des représentants d'entreprises privées. Ceux-ci ont mené des campagnes électorales aux coûts faramineux et envahi tous les médias (radios, TV, placardages). Des « cadeaux » ont été distribués (gratuité des transports pour se rendre au bureau de vote, gourmandises, babioles pour enfants, etc.) Certains disent que des votes auraient été achetés (on parle de 300 quetzales pour un vote, soit 30 euros). Des menaces indirectes ont eu lieu parfois. Les partis recrutent des « bénévoles » qu'ils rétribuent avec de l'argent ou une promesse de travail dans l'administration et les chargent de convaincre les communautés du « bon » choix électoral. En cas de « mauvais » choix, les communautés verront leur situation s'empirer.

Une stratégie pour la gauche

Aujourd'hui, des acteurs de la société civile soutenant le FRENTE AMPLA estiment qu'ils doivent définir une réelle stratégie commune entre eux. La problématique de la « défense du territoire » – autour duquel peuvent se rassembler les communautés indigènes et la gauche – semble constituer le fil conducteur

politique de résistance qui permette de dépasser les éventuels intérêts divergents entre socialistes, néo-socialistes et indigènes de gauche. Pour les réseaux qui défendent la souveraineté alimentaire, la défense du territoire représente en tout cas un enjeu central pour les populations indigènes et paysannes qui voient leurs terres accaparées et/ou en voie d'accaparement et qui subissent quotidiennement toutes les conséquences de cette situation. Se pose donc la question du suivi de l'action de résistance après ces élections.

Pour un de nos partenaires, il s'agit d'aller au-delà d'un rassemblement « *pegado con saliva* » (collé avec de la salive donc qui ne tient pas) pour aboutir à une alliance ferme et stratégique qui soit ancrée localement : « *Les gens continuent à avoir une vision locale sans avoir conscience des enjeux nationaux ou internationaux. Ce qu'il faut maintenant, c'est transformer l'unité tactique en unité stratégique et créer des espaces de réflexion et de débat entre le niveau local et le niveau national.* »

**« Dites-moi, vous qui savez,
pour qui je dois voter ... »**

Témoignage de Carmelina Carracillo

Guatemala, dimanche des élections le 11 septembre 2011. Je suis, comme d'autres européennes, « observatrice ». De nombreuses femmes de tous les âges déambulent dans leur costume d'apparat aux couleurs vives. Certaines mangent des friskos roses. Ces glaces, comme d'autres friandises, sont offertes par le(s) parti(s) principal(aux) qui, dans leur « package » généreux, offre(nt) aussi le transport. De nombreux hommes sont là aussi, surtout des personnes âgées. La plupart sont pieds nus. Ces femmes et ces hommes attendent leur tour dans des files où ils s'alignent patiemment et correctement l'un derrière l'autre, formant une

colonne humaine qui serpentine selon les circonvolutions de la route. Plusieurs bureaux sont ouverts au sein du village. Guidée par une partenaire, je m'engouffre dans l'un d'entre eux. La pièce ressemble à une salle de classe. On a collé des papiers journaux sur toute la paroi vitrée. A l'entrée, est disposée une longue table derrière laquelle sont assises 4 à 5 personnes. Debout, un homme demande à chacune des personnes une pièce d'identité et l'oriente vers une dame qui se trouve à l'autre bout de la table afin que la personne signe. Je n'en ai vu aucune signer, mais toutes apposent leur pouce préalablement encré. Sur la table, biens alignés, sont déposés cinq paquets de feuilles aux différentes couleurs correspondant aux décideurs représentants aux différents niveaux : local, départemental, national, présidentiel, régional (Amérique Centrale). A ma droite, sont assises sur des chaises en plastique des personnes qui « observent ». Au fond de la pièce, l'isoloir est un dispositif en X ouvert permettant à quatre personnes de s'acquitter de leur devoir de citoyen/ne. L'une d'entre elles est une dame aux pieds nus et aux foulards colorés. Soudain, elle interpelle la table « officielle » dans sa langue : « Comment fait-on pour voter ? » Face à cette demande, une des personnes de la table se dirige vers elle. En chuchotant, cette personne explique à la dame comment remplir les cinq bulletins et ensuite regagne sa place près de la table. Après quelques minutes, la dame, toujours dans l'isoloir, interroge à nouveau la table : « Dites-moi, vous qui savez, pour qui je dois voter ». La même personne de la table revient vers elle et lui parle.

En sortant, j'interroge une jeune femme : « Vous vous êtes déplacée pour voter ? C'est important pour vous ? ». Elle me répond : « On a été bien traité. On n'a pas dû payer le bus. Ils ont promis de nous aider, nous les paysans. Nous avons besoin d'aide, car la vie est de plus en plus dure. Avec mes propres récoltes de maïs et de haricots, on tient à peine trois mois, mes quatre enfants, mon mari et moi-même ».